

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 4320

[C — 2006/31521]

29 JUIN 2006. — Arrêté n° 2005/127 du Collège de la Commission communautaire française instaurant une allocation aux comptables et une prime de projet au sein de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale de Réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 3, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle donné en date du 19 décembre 2003;

Vu le protocole d'accord n° 2005/26 du comité de secteur XV du 10 février 2006;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 6 juin 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 20 mars 2006;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la fonction publique donné le 1^{er} septembre 2005;

Vu l'avis n° 40.122/2 du Conseil d'Etat donné le 24 avril 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que pour certaines fonctions telles que celle de comptable, la rémunération n'étant pas conforme au marché, il est difficile d'attirer et de garder les candidats présentant le profil approprié;

Considérant que pour remédier à cette situation, la Région de Bruxelles-Capitale a opté pour une « allocation allouée aux comptables » et a inséré par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002, art. 27 un « Chapitre IIIbis. — De l'allocation allouée aux comptables » dans le livre II, titre II de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002, portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que dans un souci de cohérence et d'équité, il convient d'adopter la dite allocation pour le personnel comptable de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires, stagiaires et contractuels administratifs de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, ciaprès dénommé l'Institut.

Art. 3. Le comptable est la personne chargée d'assurer de manière directe la continuité de la gestion budgétaire, comptable ou financière.

CHAPITRE II. — *De l'allocation allouée aux comptables*

Art. 4. § 1^{er}. Une allocation forfaitaire dont le montant annuel est fixé à 900 EUR est octroyée aux comptables ou à leurs suppléants sur décision du Comité de direction.

L'allocation est liquidée mensuellement et en même temps que le traitement. Elle est liée aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01 et n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de la pension.

§ 2. L'allocation octroyée au comptable suppléant l'est au prorata de la période pendant laquelle il a effectivement exercé sa fonction.

§ 3. L'allocation n'est pas due si les différents comptes qui relèvent de la compétence du comptable n'atteignent pas le montant de 30.000 EUR par an.

§ 4. L'octroi de l'allocation allouée aux comptables doit faire l'objet d'un réexamen annuel par le Conseil de direction qui décide soit de la prolonger d'un an soit d'y mettre fin.

CHAPITRE II. — *Des primes de projets*

Art. 5. Une prime de projet peut être octroyée aux agents statutaires et contractuels chargés de la réalisation de projets temporaires qui présentent un caractère stratégique et transversal pour l'Institut.

La prime n'est due que s'il n'y a pas d'interruption de l'exercice de la fonction pendant plus de 30 jours ouvrables successifs.

Art. 6. Le directeur général prépare un dossier de projet et le soumet ensuite au Comité de gestion pour approbation.

Le dossier comportera au moins les données suivantes :

- la description du projet;
- le caractère stratégique et transversal du projet;
- les objectifs poursuivis;
- la répartition des tâches entre le chef de projet et les assistants de projet ainsi que l'importance des prestations effectuées par chacun d'eux;
- la durée du projet en sachant qu'un projet ne peut dépasser deux ans;
- les règles de compte-rendu et d'évaluation du projet;
- les moyens spécifiques affectés au projet en ce compris une proposition budgétaire incluant le montant des primes et une imputation budgétaire.

Sur proposition du Directeur général, le Comité de gestion désigne le(s) chef(s) de projet et le(s) assistant(s) de projets dont les compétences sont requises pour mener à bien le projet. Le Comité de gestion peut mettre fin à un projet à tout moment ou à la participation à celui-ci d'un chef ou d'un assistant de projet. Il peut également pourvoir au remplacement de l'un d'eux.

La désignation d'un membre du personnel comme chef de projet suppose l'exercice de la fonction à temps plein.

La désignation d'un membre du personnel comme assistant de projet suppose l'exercice de la fonction à mi-temps au moins.

Art. 7. § 1^{er}. Le montant annuel de la prime de projet est fixé à :

- 3.500 EUR ou 5.500 EUR pour le chef de projet;
- 2.500 EUR pour l'assistant de projet;

Le Comité de gestion fixe le montant de la prime octroyée au chef de projet en fonction de la durée du projet et du volume de prestations demandées au chef de projet.

§ 2. L'allocation est payée mensuellement à terme échu jusqu'au terme du projet.

Elle est liée à l'indice-pivot 138,01. Elle est égale à 1/12 du montant visé au § 1^{er} et est liquidée en même temps et dans la même mesure que le traitement. Elle n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de la pension.

§ 3. En cas de fin du projet avant son échéance, la prime est due proportionnellement au temps presté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le Ministre-Président du Collège compétent pour la Fonction publique et le Membre du Collège compétent pour la Formation professionnelle sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2006.

Le Ministre-Président du Collège, chargé de la Fonction publique et de la Santé,
B. CEREXHE

La Ministre, membre du Collège,
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELSHOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 4320

[C — 2006/31521]

29 JUNI 2006. — **Besluit nr. 2005/127 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot invoering van een toelage aan de rekenplichtigen en een projecttoelage bij het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 19 december 2003;

Gelet op protocolakkoord nr. 2005/26 van het Sectorcomité XV van 10 februari 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 2005;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 20 maart 2006;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt, gegeven op 1 september 2005;

Gelet op het advies 40.122/2 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat daar voor bepaalde betrekkingen zoals die van rekenplichtige de beloning niet marktconform is, het moeilijk is kandidaten met het geschikte profiel in dienst te nemen en te houden;

Overwegende dat om aan deze situatie te verhelpen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ervoor gekozen heeft een « toelage aan de rekenplichtigen » toe te kennen en bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002, art.27, een « Hoofdstuk III bis. - De toelagen aan de rekenplichtigen » heeft ingelast in boek II, titel II van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat in een streven naar samenhang en met het oog op billijkheid de bovengenoemde toelage voor het rekenplichtig personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding dient te worden goedgekeurd;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren, stagiaires en contractuelen van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, hierna het Instituut genoemd.

Art. 3. De rekenplichtige is de persoon die ermee belast is op directe wijze de continuïteit van het budgettaire, boekhoudkundige en financiële beheer te verzekeren.

HOOFDSTUK II. — *De toelage aan de rekenplichtigen*

Art. 4. § 1. Een forfaitaire toelage waarvan het jaarbedrag is vastgesteld op 900 EUR wordt op beslissing van het Beheerscomité toegekend aan de rekenplichtigen of aan hun plaatsvervangers.

De toelage wordt maandelijks en samen met de wedde uitbetaald. Zij wordt gekoppeld aan de schommelingen van de spilindex 138,01 en komt niet in aanmerking voor de berekening van het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en het pensioen.

§ 2. De toelage wordt aan de plaatsvervangend rekenplichtige toegekend naar rato van de periode waarin hij zijn functie daadwerkelijk vervult.

§ 3. De toelage is niet verschuldigd indien de verschillende rekeningen waarvoor de rekenplichtige verantwoordelijk is, niet het bedrag van 30.000 EUR per jaar bereiken.

§ 4. De Directieraad buigt zich jaarlijks over de toekenning van de toelage aan de rekenplichtigen. Naar aanleiding hiervan wordt besloten om ofwel de toekenning voor een jaar te verlengen ofwel de toelage niet langer toe te kennen.

HOOFDSTUK III. — *De projecttoelagen*

Art. 5. Er kan een projecttoelage worden toegekend aan de vastbenoemde en contractuele ambtenaren belast met het ontwikkelen van tijdelijke projecten met een strategisch en transversaal karakter voor het Instituut.

De toelage is slechts verschuldigd als er zich geen onderbreking van de ambtsvervulling van meer dan dertig opeenvolgende werkdagen heeft voorgedaan.

Art. 6. De directeur-generaal bereidt een projectdossier voor en legt het vervolgens ter goedkeuring voor aan het Beheercomité.

Het dossier bevat minstens de volgende gegevens :

- de beschrijving van het project;
- het strategisch en transversaal karakter van het project;
- de nagestreefde doelstellingen;
- de verdeling van de taken onder de projectleider en de projectleden en de omvang van ieders prestatie; – de duur van het project in de wetenschap dat een project niet langer dan twee jaar mag duren;
- de regels inzake rapportering en evaluatie van het project;
- de specifieke middelen die voor het project bestemd worden, met inbegrip van een begrotingsvoorstel dat het bedrag van de projecttoelagen en een boeking op de begroting omvat.

Op voordracht van de directeur-generaal duidt het Beheercomité de projectleider(s) en het projectlid/de projectleden aan die over de vereiste kennis beschikken om het project tot een goed einde te brengen. Het Beheercomité kan ten alle tijde een einde stellen aan een project of aan de deelname van een projectleider of projectlid.

Het kan ook overgaan tot de vervanging van een van hen.

De aanduiding van een personeelslid als projectleider veronderstelt de voltijdse uitoefening van de functie.

De aanduiding van een personeelslid als projectlid veronderstelt minstens de halftijdse uitoefening van de functie.

Art. 7. § 1. – Het jaarlijks bedrag van de projecttoelage is als volgt vastgesteld :

- 3500 EUR of 5500 EUR voor de projectleider;
- 2500 EUR voor het projectlid;

Het Beheercomité bepaalt het bedrag van de projecttoelage van de projectleider in functie van de duur van het project en het volume van de prestaties die van de projectleider gevraagd worden.

§ 2. - De projecttoelage wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald tot op het einde van het project. Ze wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01. Zij is gelijk aan 1/12 van het in § 1 bedoelde bedrag en wordt samen met en in dezelfde mate als de wedde uitbetaald. Zij komt niet in aanmerking voor de berekening van het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en het pensioen.

§ 3. Ingeval het project voortijdig beëindigd wordt, is de toelage in evenredigheid met de gepresteerde tijd verschuldigd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 8. De Minister-Voorzitter van het College, bevoegd voor Openbaar Ambt, en het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2006.

De Minister-Voorzitter van het College, belast met Openbaar Ambt en Gezondheid,
B. CEREXHE

De Minister, Lid van het College,
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Leerlingenvervoer,
Mevr. F. DUPUIS